



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Notes sur la couverture médiatique audiovisuelle

26 août au 1^{er} septembre 2016

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

A la Une

LE MOUVEMENT « MITSANGANA RY MALAGASY » NE CESSE DE RECLAMER LA DEMISSION DU CHEF DE L'ETAT

Le mouvement « Mitsangana ry Malagasy » (M-MRM) a organisé un rassemblement le 27 août dernier, afin de discuter de la situation politique du pays. La plateforme politique a demandé l'autorisation d'organiser l'événement au stade couvert de Mahamasina, mais faute d'autorisation, la manifestation a finalement eu lieu à Andrefanambohijanahary. Continuant de dénoncer la gabegie dans la gestion du pays, le mouvement milite pour la démission du Président de la République. En marge de son déplacement au Kenya, pour assister à la conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique ou TICAD VI, le Président a répondu à ses détracteurs en déclarant : « Ne leurrez plus le peuple malgache. Vous n'êtes que quelques politiciens et vous vous autorisez à vous prononcer au nom de la population entière. Cette dernière est déjà lasse d'épreuves difficiles. Plus personne ne veut revivre la crise ». Il a fait remarquer que le gouvernement déploie déjà les efforts nécessaires pour redresser le pays, miné par les crises antérieures.

Les chaînes nationales TVM et RNM ont choisi de retransmettre les propos du Président Hery Rajaonarimampianina, lors de son déplacement à Nairobi. Durant son allocution, le Chef de l'Etat a pointé du doigt les leaders du mouvement « Mitsangana ry Malagasy », en avançant que quelques politiciens ne peuvent pas se prononcer au nom de la population entière. Lui d'ajouter que son équipe s'attèle à redresser le pays, qui est miné par les précédentes crises. TVM a relayé les propos du sénateur Riana Andriamandavy VII. D'après les dires de l'élue du HVM, le mouvement n'a pas amassé de foule. Lui d'ajouter que demander la démission du Chef de l'Etat est un comportement anticonstitutionnel, d'autant que c'est un signe de défaite politique. « La durée du mandat présidentiel est définie par la Constitution, raison pour laquelle l'opposition devra attendre jusqu'en 2018 », conclut le sénateur. TV PLUS a également retransmis les

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



propos du sénateur Riana Andriamandavy VII ainsi qu'à d'autres personnalités politiques opposées au M-MRM. La station a en effet, donné la parole au député Philobert Milavonjy, lequel estime que les leaders du mouvement sont uniquement motivés par la soif du pouvoir. Selon lui, si cette élection présidentielle anticipée aura lieu, ces candidats de l'opposition n'obtiendront pas plus de 3% des voix. « Les leaders du mouvement espèrent revenir au pouvoir à travers un coup d'Etat, mais la population ne peut cautionner une telle chose. S'ils sont réellement motivés par le patriotisme, ils n'ont qu'à vendre leurs avoirs pour en faire profiter les plus démunis », tonne le député. Durant son interview sur **TV PLUS**, le politicien Willy Ramananirina a affirmé que tous les efforts fournis pour le développement du pays ne doivent pas être obstrués par une élection anticipée ou un autre régime transitoire. Pour sa part, **MA-TV** a choisi de recueillir les propos de la sénatrice Brigitte Rasamoelina. Selon ses dires, une élection présidentielle anticipée n'est pas la bonne solution, d'autant que les manifestations organisées par les leaders du mouvement ne peuvent pas être qualifiées de manifestation de l'opposition, puisqu'il s'agit de manifestations des partis politiques qui ne sont pas au pouvoir. La sénatrice conclut son intervention en préconisant l'alternance démocratique, et le respect de la Constitution, notamment en ce qui concerne le mandat présidentiel, qui prendra fin en 2018.

De son côté, **VIVA TV** a réagi au discours du Chef de l'Etat à Nairobi. « Hery Rajaonarimampianina représente-t-il le choix de tout le peuple malgache ? », s'interroge **VIVA TV**, qui estime que l'organisation d'une élection présidentielle anticipée est primordiale. Par ailleurs, la station a appuyé les propos de Pierre Houlder, porte-parole du parti MAPAR, selon lesquels l'Union africaine ne peut se prononcer sur le sort du pays. Durant son intervention au micro de **VIVA TV**, l'ancien Président Marc Ravalomanana a proposé une concertation entre tous les acteurs politiques malgaches. Le président fondateur du TIM a pointé du doigt le régime actuel pour son manque d'ouverture. « Une élection anticipée requiert un commun accord entre les acteurs politiques, mais cela peut également se faire par voie référendaire », conclue Marc Ravalomanana. De son côté, **KOLO TV** a donné la parole à Rija Ravelonarivo, vice-président du parti Antoko Politika Madio. Selon l'APM, le Chef de l'Etat lui-même avait annoncé il y a quelques mois que les Malgaches ne sont pas pauvres. Ainsi, il ne devrait y avoir aucune entrave à l'organisation d'élections anticipées. Par ailleurs, Madagascar regorge de ressources minières qui devraient contribuer à son développement, mais ce sont les étrangers qui en profitent. Pour le parti VPM-MAMA, présidé par Max Fabien Andrianirina, les priorités doivent porter sur l'amélioration du niveau de vie de la population. Ce parti appuie ainsi les revendications du Mouvement « Mitsangàna ry Malagasy », et suggère parallèlement l'amendement de la Constitution, qui est à l'origine du désordre au pays. Par ailleurs, face aux revendications réclamant l'organisation d'une élection présidentielle anticipée, le Président de

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





la Commission Electorale Nationale Indépendante, Hery Rakotomanana, a déclaré que tout dépendra des politiciens, car il s'agit d'une décision politique provenant de l'Exécutif. Ainsi, la CENI est prête à organiser des élections, même s'il s'agira d'élections anticipées, qui, selon l'article 53 de la Constitution, devraient être organisées 30 jours au moins, et 60 jours au plus, après la démission du Chef de l'Etat. Une démission réclamée de toutes parts, opine **KOLO TV**. La radio **ANTSIVA** affirme que la manifestation entreprise par le M-MRM est une réussite. La salle de réunion n'a pas pu contenir la foule qui s'est amassée du côté d'Andrefanambohijanahary. La réunion a dû se dérouler en plein air, souligne la station. La station a ensuite relayé les propos de Sylvain Rabetsaroana, ancien candidat aux élections présidentielles, qui affirme que de hauts responsables étatiques sont mêlés à des exportations illicites de richesses naturelles malgaches, alors que ces derniers ne sont jamais inquiétés. « Rien ne va dans ce pays » a démontré **ANTSIVA**, en citant entre autres l'intensification des coupures intermittentes de l'électricité ou encore le chômage qui atteint son paroxysme. La chroniqueuse politique Annick Raherimanana regrette cependant, que la loi interdise de blâmer les dirigeants. « Nous avons le malheur d'avoir des dirigeants irresponsables qui n'arrivent même pas à trouver des solutions pérennes aux problèmes du pays », critique la chroniqueuse, « Pour garder leur chaise, ils instrumentalisent les forces de l'ordre et les lois, comme en témoigne le Code de la communication », souligne-t-elle. Sur le même ton, **FREE FM** accuse Hery Rajaonarimampianina de fermer les yeux sur la réalité. « S'il était réellement un bon dirigeant, il aurait écouté la voix de la population », tonne **FREE FM**. Elle rappelle d'ailleurs qu'il ne s'agit pas de la première entité à élever la voix, tout en précisant que l'objectif n'est nullement le « renversement du pouvoir » mais une simple « demande de démission ».

Politique

ATELIER DE RENFORCEMENT DE CAPACITE DES PARTIS POLITIQUES : LES FONDEMENTS DE LA DEMOCRATIE AU CŒUR DE DEBATS

Le Système des Nations Unies, à travers le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a organisé un atelier de renforcement de capacités destiné à tous les partis politiques existants. Les fondements de la démocratie et la gestion des partis ont été au cœur du débat. Nombreux sont ceux qui ont répondu présents à cette rencontre lors de laquelle, la Représentante Résidente de l'Union Africaine à Madagascar, Hawa Ahmed Youssouf a affirmé qu'une élection présidentielle anticipée ne sera pas favorable pour Madagascar, à cause des financements que cela implique. Le pays, déjà en difficulté économique, serait contraint de

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





solliciter un prêt, a-t-elle souligné. Elle reconnaît, cependant, l'existence d'un dysfonctionnement dans la gestion du pays, en affirmant que la situation politique à Madagascar est préoccupante.

Pour sa part, Jean Louis Rakotoambo, secrétaire général du parti Teza note que « l'objectif de cet atelier est l'échange entre les partis politiques, avec comme point focal, la refondation de la République. Une République qui devrait être basée sur la démocratie, la Constitution, le code électoral, la loi sur les partis politiques, et le Code de la communication. Ce sont les textes de base de la démocratie ; aussi convient-il de se concerter et se mettre d'accord sur ces principes », a-t-il conclu. MA-TV a choisi de faire entendre la voix de ce politicien et de plusieurs autres partis qui ont participé à l'atelier, dont celle de Henri Rabary-Njaka, secrétaire général du parti HVM, de Marc Ravalomanana et de Erick Rabeharisoa au sein du Leader Fanilo. Ce dernier a indiqué qu' « on ne peut parler de dialogue politique sans la participation de tous les partis et toutes les organisations politiques ». FREE FM a fortement critiqué la position de l'Union africaine. L'UA se range du côté des tenants du pouvoir, selon le chroniqueur Mbinintsoa Ranaivoson. Une position assez logique, d'après la journaliste Lalatiana Rakotondrazafy dans la mesure où l'UA doit défendre un régime qu'elle a mis en place. En outre, elle a ajouté que la décision finale concernant les élections anticipées doit appartenir aux Malgaches, qui sont les premiers concernés. Le chroniqueur Pierre Houlder partage l'avis de la Lalatiana Rakotondrazafy à entendre son intervention sur VIVA. C'est le problème des Malgaches et à eux de le résoudre, estime-t-il. Ayant réagi sur cette même chaîne, l'ancien Chef d'Etat Marc Ravalomanana encourage la concertation entre les forces politiques, car il y a d'un côté, ceux qui optent pour l'élection anticipée, et de l'autre, ceux qui y opposent.

Economie et société

ASSAINISSEMENT DE LA CAPITALE : LES MARCHANDS REVENDIQUENT L'OUVERTURE DE L'ESPLANADE

La Commune urbaine d'Antananarivo entend poursuivre son opération d'assainissement, afin que la ville soit propre et que la circulation soit fluide en vue de l'accueil des sommets internationaux, en l'occurrence celui de la Francophonie. Pour atteindre cet objectif, la CUA collaborera avec la Préfecture de police. Julien Andriamarosata, Deuxième adjoint au maire de la capitale a d'ailleurs déclaré que, « le centre-ville et ses rues ne sont pas des places de marché ». Or, les marchands campent sur leur position. Après la manifestation qu'ils ont organisée la semaine dernière, aux portes de l'Hôtel de ville, la CUA a proposé aux commerçants de fournitures scolaires de s'installer dans le jardin d'Ambohijatovo. Ces derniers ont refusé la

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



proposition, réclamant à la place l'ouverture de l'esplanade d'Analakely. Cette requête a cependant été rejetée par la CUA, des travaux de réhabilitation étant prévus sur le site. A ce jour, les marchands continuent de déambuler les trottoirs avec leurs marchandises. Le quartier d'Analakely est ainsi devenu le théâtre des courses-poursuites entre ces marchands informels et les autorités.

*L'opération d'assainissement engagée par la CUA est soutenue par plusieurs médias ainsi que par l'audimat en général. Plusieurs auditeurs entrés en direct dans l'émission interactive « **Demokrasia mivantana** » de la **RADIO PLUS** et « **Aoka Hazava** » de **FREE FM**, ont par exemple encouragé l'initiative de la Mairesse, Lalao Ravalomanana, concernant la délocalisation des marchands ambulants. **FREE FM** semble également favorable à cette opération d'assainissement. La chroniqueuse Lalatiana Rakotondrazafy reconnaît, en effet, que les trottoirs ne sont pas des étals. La station reproche cependant, à la CUA l'inexistence de mesures d'accompagnement. « Le marché d'Ambohitovo est loin d'être structuré pour accueillir un marché », signale-t-elle. En outre, la radio est particulièrement sensible aux injustices subies par certains marchands. Elle fait référence notamment à la plainte des marchands de fournitures scolaires qui soutiennent avoir déjà entamé des négociations avec les responsables de la CUA et payé des taxes, et qui au final ont tout de même été délogés. « S'agit-il réellement d'une opération d'assainissement ou d'intimidation ? », s'interroge-t-elle, avant de conclure que l'opération d'assainissement est un échec. **VIVA** semble partager le même avis. La chaîne a dénoncé la confiscation abusive des marchandises par les autorités. Elle a retransmis la préoccupation des marchands, qui peinent à récupérer leurs articles. **MA-TV** a plutôt privilégié l'autre bord. La chaîne a retransmis l'intervention de Julien Andriamarosata, Deuxième adjoint au maire, qui soupçonne une tentative de récupération politique. Il est cependant déterminé à mener l'opération d'assainissement jusqu'à son terme.*

Format de couverture

*Suite à la rencontre portant sur le Code de la communication, entre le Président Hery Rajaonarimampianina et quelques journalistes, qui s'est tenue le 24 août dernier, les journalistes réfractaires à l'adoption du Code de la communication ont repris l'émission **Miara-manonja**. Les chroniqueurs se sont enchaînés au micro et soutiennent que tous les journalistes renient en bloc la décision du Président Rajaonarimampianina de promulguer le Code de la Communication. Fetra Rakotondrasoa, porte-parole du mouvement, affirme qu'ils*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



poursuivent la lutte, à la suite à la décision prise lors de la réunion tenue par les membres du mouvement pour la liberté d'expression. Au cours de cette réunion, les journalistes ont fortement critiqué l'attitude de Hery Rajaonarimampianina, qu'ils accusent de tenter d'aggraver la scission entre les professionnels des médias. La journaliste et politicienne Lalatiana Rakotondrazafy, partageant cet avis, déplore l'incapacité d'écoute du Président, avant de faire part de ses espoirs quant au fait que les journalistes présents lors de la rencontre avec le Président de la République aient pu s'en rendre compte. Elle estime, en outre, que la lutte est encore d'actualité puisqu'un certain nombre de journalistes ont rejoint le mouvement. 38 radios se sont ainsi solidarisées à cette occasion et tous les chefs-lieux de province ont été couverts, rappelle la journaliste. Elle a également insisté sur le mouvement initié samedi prochain, portant sur la collecte de signatures auprès des citoyens, afin de concrétiser les revendications. Cette pétition visera à démontrer la solidarité de toutes les forces vives de la nation dans la contestation de ce Code. Le journaliste Hery Mampionona fait également part de son avis et affirme que le pouvoir exécutif a tout fait pour adopter ce Code, en dépit des oppositions affichées envers ce Code. Soava Andriamarotafika, journaliste, pour sa part, avance que l'adoption a été faite par 18 députés, ce qui retire toute légitimité au texte. Ils en concluent que l'adoption du texte relève de la fourberie, aussi est-il nécessaire de le réécrire.

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site Web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

